RÉUNION DU CONSEIL MUNICIPAL

Jeudi 5 juin 2025
À 18 h 30

L'an deux mil vingt-cinq, le cinq juin à dix-huit heures et trente minutes, le Conseil Municipal de cette commune régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Madame Carine BOQUET, Maire.

Présents : MM. Philippe VAST, Jean-Louis LECANU, Laurent TAUVEL, Martial BOQUET, Frédéric TOMASZEWSKI et Yannick CHOUQUET.

Mmes Marie-Christine QUEVAL, Angélique DELAMOTTE (partie à 19 h 30) et Céline DUPARC.

Représentée : Ludmylla LANGLOIS par Carine BOQUET

Absent : Vivien CRIBELIER

Monsieur Martial BOQUET a été nommé secrétaire.

DÉSFFECTATION ET DÉCLASSEMENT DU DOMAINE PUBLIC DE LA PARCELLE A 661 – RUE DES CARRELETS

Madame le Maire explique au Conseil Municipal qu'elle a été contactée par Madame Sylvie ROUSSEL propriétaire de la parcelle A 115, Boulevard Pasteur et qui souhaite acquérir une partie du domaine public jouxtant sa maison.

Avant de pouvoir procéder à la vente de ce terrain, il convient de procéder à sa désaffectation puis à son déclassement, la parcelle faisant toujours partie du domaine public communal.

C'est pourquoi, il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- constater la désaffectation de la parcelle A 661, Rue des Carrelets
- prononcer le déclassement du domaine public communal de la parcelle A 661
- autoriser Madame le Maire à signer tous les actes relatifs à ce dossier

Après avoir entendu les explications qui précèdent et en avoir délibéré, le Conseil Municipal, décide :

- de constater la désaffectation de la parcelle A 661, Rue des Carrelets
- de prononcer le déclassement du domaine public communal de la parcelle A 661
- d'autoriser Madame le Maire à signer tous les actes et documents relatifs à ce dossier

CONTRE : 0

ABSTENTION : 1

POUR : 10

VENTE PARCELLE A 661 – RUE DES CARRELETS

Madame le Maire explique au Conseil Municipal qu'elle a eu une demande de Madame Sylvie ROUSSEL afin de lui vendre la parcelle A 661 Rue des Carrelets d'une contenance de 34 ca.

Il s'agit d'un petit morceau de terrain qui jouxte sa maison et qu'elle entretient.

Après en avoir discuté, le Conseil Municipal accepte cette vente pour la somme de 50€ au profit de Madame Sylvie ROUSSEL.

Les frais de notaire seront à la charge de l'acquéreur.

Le Conseil Municipal en accord avec ces décisions, mandate Madame le Maire pour signer les actes chez Maître Jean-Philippe LAMIDIEU.

CONTRE : 1

ABSTENTION : 2

POUR : 8

SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS

Associations	Proposition commission	Décision Conseil Municipal
Addict'Eure Ouest	100 €	11 voix pour
Amicale des Paroissiens	100 €	11 voix pour
Asso sportive CES	50 €	11 voix pour
Bibliothèque Pour Tous	582 €	11 voix pour
Charité de Saint-Aubin	150 €	11 voix pour
Coopérative Scolaire	500 €	11 voix pour
FCIC Le Bel Air	1 700 €	6 voix contre / 5 voix pour
Gymnastique Volontaire	900 €	11 voix pour
Le Temps de Vivre	620 €	11 voix pour
Les Jardins Potagers	650 €	11 voix pour
M & Moi Couture	650 €	11 voix pour
Pétanque Quilleboise	900 €	11 voix pour
Pilotines en Scène	850 €	11 voix pour
APE Max Pol Fouchet	640 €	11 voix pour
Racing Team Yvray	100 €	11 voix pour
Récréa Mômes	80 €	11 voix pour
UNC Pont-Audemer	100 €	11 voix pour

Après en avoir discuté, le Conseil Municipal valide à l'unanimité les subventions proposées par la commission sauf celle du Bel Air qui obtient 6 voix contre et 5 voix pour.

INSTANCE D'APPEL DEVANT LA COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE DOUAI – ÉCOLE MAX POL FOUCHET

Par requête en date du 15 juillet 2024,

La Société SB CONSTRUCTION, Société à responsabilité limitée à associé unique immatriculée au RCS de BERNAY sous le numéro 434 550 281, dont le siège social est situé Route de Rouen 27310 BOSGOUET.

Et,

La CAISSE DE RÉASSURANCE MUTUELLE AGRICOLE DU CENTRE MANCHE CAA-Douai 2401385 – reçu le 15 juillet 2024 à 15 h 18 (GROUPAMA CENTRE MANCHE), mutuelle agricole immatriculée au RCS de CHARTRES sous le numéro 383 853 801, dont le siège social est situé 10, rue Blaise Pascal 28000 CHARTRES

Représentés par Maître Jérôme VERMONT, Avocat au Barreau de Rouen

Ont interjeté appel du jugement du Tribunal Administratif de Rouen du 14 juin 2024 et de l'ordonnance rectificative du 21 juin 2024 (n°2201942).

L'affaire est enrôlée près la Cour Administrative d'Appel de DOUAI sous le numéro 2401385.

Il est donc proposé :

- d'autoriser Madame la Maire à ester dans l'instance ci-dessus rappelée ;
- de désigner comme avocat Maître Antoine SIFFERT de la SCP GUERARD BERQUER SIFFERT, avocat au barreau du Havre, pour intervenir dans les intérêts de la commune dans cette instance ;

Le Conseil Municipal, après avoir délibéré,

- autorise Madame la Maire à ester en justice auprès de la cour Administrative d'appel de Douai, dans le dossier enrôlé sous le numéro 2401385.
- Désigne Maître Antoine SIFFERT de la SCP GUERARD BERQUER SIFFERT pour agir dans les intérêts de la commune de cette instance.

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

POUR : 11